

Sahara Occidental : l'heure d'une nouvelle piste ?

José Copete

La diplomatie traditionnelle n'a pas réussi à résoudre le conflit au Sahara de l'Ouest. Serait-il temps d'adopter une approche « multipistes » au dernier conflit lié à la décolonisation en Afrique ?

Un demi-siècle après que l'Assemblée Générale des Nations Unies a demandé un référendum sur l'autonomie, le conflit du Sahara Occidental demeure plus insoluble que jamais. En 1975, le retrait rapide de l'Espagne – qui avait fusionné le territoire en une seule colonie depuis la fin du dix-neuvième siècle – a invité le Maroc et la Mauritanie à occuper et se répartir le territoire. La plus grande partie de la population autochtone s'est protégée de la guerre dans quatre camps de réfugiés en Algérie voisine. Sous la pression militaire du Frente Polisario – le mouvement d'indépendance lancé en 1973 – la Mauritanie s'est retirée en 1979, laissant le Maroc comme seul occupant.

Rejetant les revendications du Maroc et de la Mauritanie, la Cour Internationale de Justice a déclaré en 1975 que la population Sahraoui avait droit à l'autonomie. L'Espagne demeure le pouvoir administratif de droit. Le Sahara de l'Ouest figure sur la liste des Nations Unies concernant les territoires non autonomes. La République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), un gouvernement en exil proclamé par le Polisario en 1976, est reconnue par 48 nations – petites pour la plupart.

Malgré un cessez-le-feu instauré en 1991 par les Nations Unies, aucun arrangement n'a été conclu. Le Maroc reste l'occupant et les réfugiés doivent toujours retourner dans leur région d'origine. Le référendum, initialement programmé pour 1992, a été planifié pour donner à la population autochtone l'option entre l'indépendance ou l'inclusion avec le Maroc, mais il n'a pas eu lieu.

L'accent sur la 'diplomatie traditionnelle' (Piste I dans le pourparler sur la construction de la paix), menée exclusivement par les dirigeants officiels qui représentent la RASD, le Maroc et d'autres gouvernements, les Nations Unies et sa mission de maintien de la paix MINURSO,¹ n'a laissé aucun espace pour une participation 'ascendante' incluant des acteurs de la société civile. Les acteurs se sont simplement concentrés sur deux activités – des efforts pour le maintien du référendum et l'apport d'une aide

humanitaire aux 165 000 réfugiés sahraouis dans des camps près de la ville algérienne de Tindouf. L'absence de renforcement du pouvoir et de responsabilisation des autochtones a créé un processus de paix non participatif dépendant de plus en plus des dirigeants officiels.

Dans d'autres contextes, beaucoup d'ONG de secours international ont combiné promotion de la paix et assistance humanitaire. Cependant, dans le cas des Sahraouis, elles ont simplement fourni une aide humanitaire. Cette concentration sur le secours des habitants des camps de réfugiés a détourné l'attention sur les besoins des autres populations sahraouis vulnérables – les personnes déplacées de l'intérieur restant dans le territoire occupé ou les réfugiés qui se sont réinstallés dans des pays tiers comme la Mauritanie et l'Espagne.

Dans la situation actuelle, après le report du référendum par Kofi Annan et le rejet des propositions faites par l'ancien Secrétaire d'Etat américain James Baker, le processus de paix est près de s'effondrer. Les manifestations récentes dans les villes de Laayoun et Smara – dans lesquelles des centaines de Sahraouis ont demandé le respect du droit international, le maintien du référendum et l'indépendance – montrent l'existence d'une communauté vulnérable longtemps oubliée. Si la communauté internationale et le gouvernement marocain continuent d'ignorer ou de réprimer ces demandes, les risques de violence vont s'amplifier.

Il est aujourd'hui nécessaire de :

- lier l'aide à la construction de la paix et d'explorer de nouvelles stratégies de construction de la paix
- adopter une perspective « multipistes » impliquant la participation des secteurs de la société non officiels, comme des commerçants, des universités et des centres de recherches, des médias, des ONGs, des partis politiques et des syndicats ainsi que les communautés à la base.
- reconnaître les dimensions internationales et transnationales du peuple sahraoui : de nombreux camps de réfugiés, des ONG, des associations, des individus, des fractions tribales,



des institutions, des acheminements en matière d'aide humanitaire et du tourisme politique, des mouvements de solidarité politique, les délégations du Frente Polisario, les ambassades de la République sahraoui, les comités de liaison et les groupes de travail, qui contribuent tous à la survie dans les camps de réfugiés.

Les différentes communautés se partagent maintenant les territoires litigieux – Sahraouis autochtones et immigrants marocains encouragés à s'installer au Sahara Occidental. L'interaction entre eux et toute population de rapatriés risque d'être extrêmement tendue. Depuis le début du litige, le Sahara Occidental est devenu un lieu majeur de transit pour les migrants africains en route vers l'Europe.

Les récents développements dans le territoire et l'incapacité des Nations Unies à résoudre le conflit ne sont pas sans rapport. Il est temps d'arrêter de penser que le conflit du Sahara Occidental est insoluble et d'explorer une stratégie participative, une stratégie multidimensionnelle d'après peuplement et d'après rapatriement, impliquant protection, réconciliation, respect de la justice durant la transition et développement.

Jose Copete est un anthropologue spécialisé en construction de la paix qui a travaillé dans les camps de réfugiés sahraouis. Courriel: jomacofe@yahoo.co.uk Pour plus d'informations sur le Sahara Occidental, visitez le site : www.arso.org

¹ Mission des Nations unies pour l'Organisation d'un Référendum au Sahara Occidental www.un.org/Depts/dpko/missions/minurso